

Initiatives ministérielles

la Chambre. Mon rôle n'est pas de rester passif en approuvant les bonnes choses que le gouvernement pourrait faire. Ce n'est pas pour cela qu'on m'a envoyé ici. On m'envoie ici pour obliger le gouvernement à rendre des comptes. Je sais que si ce gouvernement fait quelque chose d'utile, je peux compter sur la compétence du député de Markham pour que ça se sache. Écoutez bien notre titre: l'opposition loyale de Sa Majesté. Nous sommes ici pour faire des trous dans ce que fabrique la bande d'en face, et c'est facile, parce que leur ouvrage présente de nombreux points faibles. Nous ne sommes pas ici pour servir d'acolytes au petit gars de Baie-Comeau.

N'allez jamais vous imaginer que je vais chanter les louanges du gouvernement. S'il fait quelque chose de particulièrement louable, je ravalerais ma fierté et je le féliciterais. Mais je ne trouve pas louable qu'il soit allé manigancer en douce la hausse du dollar canadien à 85c. pour faire plaisir aux Américains dans le cadre du libre-échange. Je ne trouve pas louable de maintenir les taux d'intérêt à un niveau artificiellement élevé. La population de Burin—Saint-Georges et d'ailleurs souffre, parce qu'elle paie un taux hypothécaire beaucoup plus élevé qu'elle le devrait.

Le député de Markham et moi ne sommes pas si opposés qu'il veut le laisser entendre. Il se trouve à être membre d'un parti où il doit être supporteur. Il doit faire savoir toutes les bonnes choses concernant sa bande et se taire sur le reste. C'est son problème, ce n'est pas le mien.

Dans mon cas, je fais partie de l'opposition officielle, dont le travail est de faire savoir que les réductions imposées par le gouvernement depuis six ans touchent durement les pauvres et enlèvent des emplois aux gens. S'il croit que je vais rester à ma place et passer sous silence qu'il fait souffrir mes électeurs, il se trompe. Il peut se fâcher ou garder son calme, cela ne changera rien à ce que je pense.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): J'ai une très brève question à poser, monsieur le Président. Tout d'abord, je tiens à féliciter mon collègue de son excellent exposé. Je crois en l'occurrence me faire l'interprète de la plupart des députés, et vraisemblablement de ceux qui ont malencontreusement oublié de le féliciter lorsqu'ils ont pris la parole pour l'interroger.

Le député ne pense-t-il pas que le gouvernement a eu tort de recourir à l'in vraisemblable prétexte de la guerre du Golfe pour justifier la présentation de son budget supplémentaire, quand on sait qu'il dépensera beaucoup plus d'argent pour gérer la TPS qu'il n'en dépensera

jamais pour financer les activités de nos forces armées dans la région du golfe Persique? Ne convient-il pas avec moi que l'argent dépensé pour percevoir la TPS, soit l'excédent de 365 millions de dollars, pourrait bien mieux servir à aider les pêcheurs de sa circonscription ou les chômeurs d'Hawkesbury ou d'ailleurs dans Glengarry—Prescott—Russell?

M. Simmons: Monsieur le Président, je remercie mon collègue le député de Glengarry—Prescott—Russell, qui, comme d'habitude, a vu on ne peut plus juste. C'est évident qu'il s'agit d'un prétexte invraisemblable. Quand le député a parlé de la TPS, il l'a fait d'une façon si exemplaire que je ne saurais reprendre ses propos. Pourtant, je tiendrai des propos dans le même sens pour confirmer ce qu'il avance.

L'autre jour, j'ai entendu le gouvernement déclarer qu'il songeait à verser avant Noël le crédit de la TPS à tous les économiquement faibles mais qu'il craignait d'en être incapable à cause des gros méchants sénateurs libéraux qui continuent leur obstruction systématique et qui refusent obstinément d'adopter le projet de loi. Le gouvernement ne peut ni verser ni toucher d'argent tant que le projet de loi n'aura pas été adopté.

Or, le gouvernement fait preuve de roublardise quand il déclare ne pas pouvoir verser le crédit pour la TPS aux gens qui se demandent s'ils pourront fêter Noël, dans l'attente fébrile de savoir s'ils toucheront ce crédit avant Noël, ce même gouvernement qui, alors qu'il tient les économiquement faibles à sa merci, n'hésite pas à louer quatre étages d'un hôtel pour loger les administrateurs de la TPS? Il doit pourtant disposer de ressources financières pour agir ainsi, n'est-ce pas? Il dépense des millions de dollars en frais de publicité à la télévision. Quel Canadien, même parmi ceux qui attendent leur chèque, n'a pas vu cette publicité stupide à la télévision? Pensez-vous que le gouvernement obtient cette publicité gratuitement? Il doit la payer. Comment se fait-il, je vous le demande, monsieur le Président, que le gouvernement n'arrive pas à trouver l'argent nécessaire pour verser le crédit pour la TPS avant que le projet de loi ne soit adopté, alors qu'il arrive bien à trouver l'argent nécessaire pour louer quatre étages d'un hôtel pour loger les administrateurs de sa TPS et toutes ses autres manigances, y compris une ligne téléphonique prioritaire. Quelle hypocrisie! Quelle invraisemblance!

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et des commentaires est maintenant terminée. Reprenons le débat. La parole est au député d'Essex—Windsor. Il faut que je donne la parole aux néo-démocrates. Les cinq derniers orateurs étaient du Parti libéral,